

16 juin 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Lionel Jospin, Premier ministre, notamment sur la dimension économique de la construction européenne, la mise en place de l'euro, le financement de la Communauté, la coordination des politiques économiques européennes et sur les relations de l'Union européenne et de l'Afrique du Sud, Cardiff le 16 juin 1998.

LE PRESIDENT - Chacun comprendra que, ici, à Cardiff, je souhaite commencer ce point de presse en ayant une pensée à la fois forte et aussi une pensée d'émotion, d'admiration, de reconnaissance pour Eric Tabarly, qui a disparu au large de ces côtes. Privant ainsi notre pays d'un de ses héros nationaux, un de ses plus grands navigateurs, un homme qui était admiré en France et à l'étranger qui est, sans aucun doute, un homme qui ne sera pas oublié et que nous n'oublierons pas.

Je voudrais aussi rappeler que Cardiff, on l'ignore parfois, fut pendant les heures les plus sombres de notre histoire contemporaine, c'est-à-dire dans les années quarante, un point très important de ralliement pour de nombreux Français qui venaient d'un peu partout et notamment de France pour rejoindre le Général de Gaulle et qui arrivaient à Cardiff. Cardiff où immédiatement, dès quarante, s'était créée une association, qui a survécu d'ailleurs et une association qui s'appelait "Les amis des volontaires français" et qui était composée de Britanniques qui participaient à l'accueil et à l'aide pour les Français qui arrivaient ici et qui ne s'étaient pas résignés à la défaite. C'est un souvenir que l'on peut naturellement évoquer.

Alors, pendant deux jours, nous avons eu des discussions, ne vous fiez pas aux apparences, ces discussions sont utiles et approfondies et elles ont porté sur trois thèmes importants : la dimension économique de la construction européenne et ceci à la lumière des développements qui marquent le monde d'aujourd'hui et notamment l'Asie, sur le plan financier et le deuxième thème était l'agenda 2000, première réflexion, première approche et puis le troisième thème, je ne les donne pas particulièrement dans l'ordre, était l'avenir de l'Europe, sujet qui a fait l'objet d'un très intéressant et très long déjeuner, hier, sur la base, mais on en a naturellement débordé d'une lettre que l'Allemagne et la France avaient adressée, comme elles le font très souvent, à la Présidence britannique et à nos principaux partenaires, sur l'Europe que nous souhaitons et l'Europe qui est en train de se faire.

Nous avons mis en place le marché unique, nous avons apporté le complément indispensable à un marché unique qui était l'euro, dont la décision définitive a été prise lors de notre dernier conseil. Il faut naturellement aujourd'hui poursuivre la construction, - et nous y tenons beaucoup - de l'Europe sociale. Amsterdam et Luxembourg ont marqué des pas en avant, le Conseil européen de Vienne sera une étape importante dans ce domaine. Mais, il faut également progresser dans la coordination de nos politiques économiques, notamment grâce au Conseil de

progresser dans la construction de nos politiques économiques, notamment grâce au soutien de l'euro qui doit pour une très large part, il faut le dire, son existence aux efforts déployés par la France. Une fois que l'euro sera devenue notre monnaie, nous aurons besoin d'une coordination accrue de nos politiques économiques en particulier de nos politiques budgétaires et il faudra éviter, en particulier, les concurrences et notamment les concurrences déloyales et je pense en particulier au domaine fiscal.

Alors, notre objectif c'est une construction européenne qui nous permette d'avoir un ensemble moderne et qui ait d'abord comme préoccupation, et cela doit être en permanence notre arrière pensée, chaque fois que nous progressons dans d'autres domaines, la croissance et l'emploi et ça c'est une position forte de la France que nous soutenons en toute occasion et qui a été en particulier soutenue à l'occasion de ce conseil.

L'euro est à l'origine, pour une part non négligeable, de l'amélioration de la conjoncture, je voudrais noter aussi que, très probablement sans l'euro, sans l'anticipation des marchés à l'égard de l'euro, il est plus que probable que nous aurions connu des difficultés sérieuses à la suite de la crise asiatique, la crise financière, mais l'existence de l'euro, l'idée que s'en faisaient les marchés par anticipation nous en a largement protégés.

Nous avons également parlé, des grands dossiers internationaux. J'en retiens un, qui est une préoccupation tout à fait d'actualité et qui concerne le Kosovo où nous avons pris une position unanime de fermeté, notamment à l'égard de la politique conduite par M. Milosevic, qui n'est pas acceptable pour nos démocraties.

Nous avons également parlé et adopté un texte que je trouve excellent sur le Moyen-Orient. Nous avons parlé, bien entendu, des essais nucléaires de l'Asie du Sud, puis, à midi, nous avons eu la joie et le privilège de rencontrer le Président Mandela. Je dois dire que cela a été un moment d'émotion, et je voyais dans les yeux des chefs d'Etat et de Gouvernement européens, beaucoup d'estime, de respect, je dirais beaucoup d'affection. Il faut dire que Nelson Mandela est un homme dont le charisme naturel, qui n'a pas besoin de la voix pour s'exprimer, est tel qu'il suscite naturellement l'admiration et l'affection. Nous étions tout heureux de le voir, il nous a exposé sa conception de l'Afrique de demain, et notamment, il nous a parlé des problèmes auxquels l'Afrique en général, et l'Afrique Australe en particulier, étaient confrontés, c'était très intéressant. Nelson Mandela incarne bien cette notion, forte aujourd'hui en Afrique du Sud, de renaissance africaine, dans les domaines culturel, économique, politique. Nous avons tous été heureux de le voir. Nous avons parlé des discussions et des négociations qui ont pris du retard entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud, et le Président de la Commission, les chefs d'Etat et de Gouvernement se sont engagés à essayer d'accélérer au maximum la signature de cette négociation.

Nous avons enfin fixé plusieurs rendez-vous, comme il se doit dans ces réunions, en octobre en Autriche, il y aura un Conseil informel pour approfondir la discussion sur l'avenir de l'Europe. Nous avons tout de même progressé sur une idée simple qui a été un peu floue dans le passé, sur le type d'Europe que nous voulons. Il apparaît clairement aujourd'hui, je ne rentrerai pas dans le détail, que le type d'Europe que nous voulons et que nous construisons est une Europe des Nations, une Europe des Etats qui renforce sans cesse leurs liens de solidarité, mais qui reste respectueuse des identités de chacun des peuples, de chacune des nations qui la composent. En décembre, selon le rythme désormais acquis, nous aurons un examen détaillé des plans nationaux pour l'emploi, ce qui est incontestablement un progrès important. C'est dans la prise en compte des problèmes humains par la construction européenne. Puis en mars et en juin 1999, nous achèverons les négociations sur l'Agenda 2000. Ces négociations dont nous avons parlé. Avant de répondre à vos questions, je vais donner la parole au Premier ministre, pour qu'il puisse vous donner aussi son sentiment.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président, je ne souhaiterais prolonger la réflexion du Président de la République et son compte rendu que sur un point qui concerne les questions économiques, après avoir fait une remarque préalable. Evidemment, tous les sommets n'ont pas la même importance, en tout cas le même caractère spectaculaire. Ils ne sont pas tous confrontés selon le rythme de la vie européenne, à des prises de décisions qui leur donnent leur caractère

important ou notoire à l'égard des observateurs. Cela ne veut pas dire que les sommets où il n'y a pas de décisions formelles ou importantes ne sont pas des sommets intéressants. Je dirais au contraire que s'il y a moins de tension, il y a plus de débats en profondeur et ce qui m'a frappé dans ce sommet de Cardiff est le fait que, par exemple sur l'avenir de l'Europe, le futur de l'Europe, il ait pu y avoir une discussion extrêmement approfondie à travers laquelle on mûrit et on prépare des décisions ultérieures. Au fond, nous sommes tellement pris par des décisions, par des enjeux nationaux que lorsque ces moments se créent où on peut discuter véritablement assez sereinement de l'avenir de l'Europe, -cela m'a paru personnellement utile en ce qui concerne les questions économiques- je suis heureux de voir que les efforts, que nous avons entrepris pour réorienter la construction européenne en faveur de la croissance et de l'emploi, commencent à porter leurs fruits pas simplement parce que ses idées ont été françaises et ont été rappelées avec force, mais aussi parce que je suis convaincu de l'intérêt de l'Europe.

Nous sommes dans une conjoncture économique mais peut-être aussi historique où ce qui avait été présenté comme un modèle -le modèle d'un certain nombre de pays asiatiques que l'on appelait les dragons sont confrontés à une crise majeure- qui certes peut nous poser des problèmes en terme de conséquences pour notre propre conjoncture économique, mais aussi montrer que des pays qui ne prêtent pas attention suffisamment à la nécessité d'avoir un régime démocratique, de lutter contre la corruption, d'éviter la répression sur le plan syndical et social - c'est-à-dire des pays qui n'ont pas un modèle suffisamment souple- sont des pays en réalité plus fragiles surtout lorsque il y a des facteurs d'instabilité financière.

Si les États-Unis, eux, restent une zone de croissance très forte, notamment dans les nouvelles technologies, lorsque l'on voit les difficultés du Japon qui est un autre type de pays, bien sûr que je n'identifie pas au précédent et quand on voit aussi la difficulté dans laquelle se trouve un certain nombre de ces pays, on se dit que le modèle européen fait de conciliation entre efficacité économique et un certain progrès social fondé sur la démocratie politique est peut être celui qui permet le mieux d'affronter le monde moderne, à condition naturellement de le rénover, de le moderniser, pas d'en avoir une vision passéiste.

Dans cette conjoncture -les pays européens ayant accepté de mettre davantage l'accent sur les problèmes de croissance et d'emploi- je pense qu'il y a eu un certain vent d'optimisme plus grand qui est passé aussi sur ce conseil et que nous voulons traduire à l'extérieur. L'Europe devrait prendre des décisions pour être dans les dix, quinze ans qui viennent une zone de croissance relativement forte, au contraire de la situation qui fut la nôtre dans les dix ou quinze années qui ont précédés et de ce point de vue, la coordination des politiques économiques que l'euro rend nécessaire, l'insistance sur la croissance qui nous permet de mieux résoudre les problèmes, y compris les problèmes sociaux, d'autant que nous n'avons pas d'inflation, que nous avons des entreprises compétitives et que nous avons une monnaie solide. Nous avons des fondamentaux qui permettent d'aller dans ce sens. Enfin nous allons insister davantage sur l'emploi comme le Président l'a rappelé à travers, notamment, la préparation du Sommet de Vienne. Il y a un certain nombre d'évolution qu'on peut trouver intéressante et positive et dont je voulais me réjouir à la suite de l'intervention du Président.

QUESTION - Vous avez fixé un calendrier à suivre pendant les deux ans à venir, plus ou moins, avec la réflexion approfondie sur l'Agenda 2000 et d'autres choses qui concernent les citoyens de l'Europe. Dans quelle mesure ce calendrier va-t-il influencer le processus de l'élargissement, ne va-t-il pas ralentir cette réflexion, pensez-vous que l'Union européenne pourrait commencer à vraiment négocier avec les pays candidats dans le courant de l'année prochaine ?

LE PRESIDENT - Ce processus n'a aucun rapport avec le processus de négociation pour l'élargissement, et par conséquent, il n'est pas du tout susceptible de retarder l'élargissement. Nous souhaitons tous d'ailleurs, aussi bien Européens des Quinze, que candidats, que l'élargissement se fasse le plus vite possible. Pour le moment, les travaux ont été engagés, vous savez, ce qu'on appelle l'examen de l'acquis communautaire, en anglais "screening", et c'est en train de se faire, cela a beaucoup progressé, avec les pays candidats. Cet exercice va se

poursuivre par la négociation qui sera commencée, je souhaite qu'elle le soit le plus vite possible. Je ne suis pas en mesure de me substituer à la Commission, ni aux efforts que les pays eux-mêmes feront pour fixer une date, mais nous souhaitons tous que l'élargissement ait lieu le plus vite possible.

QUESTION - Tous les deux, vous vous êtes félicités que les Quinze aient accepté de coordonner, ou veuillent coordonner un peu plus les politiques économiques, mais jusqu'où peut-on aller, à votre avis, jusqu'où vos partenaires sont prêts à vous suivre, parce qu'effectivement c'était une volonté française, et est-ce que ce Conseil de l'euro, à votre avis, tout le monde est d'accord aussi pour lui donner peut-être plus de poids ?

LE PRESIDENT - Vous savez, je crois que la coordination des politiques économiques et notamment des politiques budgétaires, dans la mesure où nous sommes obligés de respecter les critères de Maastricht - indépendamment de toute autre considération - va de soi, c'est une conséquence naturelle inévitable de la construction européenne. Coordination ne veut pas dire naturellement, diminution de la responsabilité et des choix, ou remise en cause des choix des gouvernements. On peut se coordonner avec chacun sa sensibilité, ses objectifs, les gouvernements dans cette affaire, ne perdent pas du tout de leur capacité d'intervention, la Banque Centrale que l'on évoque souvent dans ce domaine, ayant pour fonction de fixer les taux d'intérêt, mais le reste est de la compétence des gouvernements. Ceci étant dit, il est bien évident qu'il y a un mouvement naturel qui se créera pour coordonner c'est vrai dans tous les Etats de l'Union.

Pour le Conseil de l'euro, vous savez que la France y tenait beaucoup, elle considérait qu'il devait y avoir une formation politique susceptible d'influencer les politiques économiques et cela ne pouvait pas être totalement en dehors de la politique monétaire, et qu'il fallait donc qu'il y ait un Conseil qui exprime la volonté politique des participants à l'euro. Les choses se déroulent à peu près convenablement, comme nous l'avions souhaité.

LE PREMIER MINISTRE - Non seulement le Président de la République a raison d'insister sur le fait que les politiques économiques restent nationales, mais on peut même, peut-être, dire aussi que la coordination des politiques économiques ne veut pas dire l'uniformisation d'une politique économique européenne. Bien sûr, on peut penser que dans un espace unifié commercialement et unifié par une monnaie, le cycle économique des différents pays sera relativement proche, c'est vrai, mais il va y avoir quand même des situations conjoncturelles légèrement différentes, ou bien des politiques qui ont été conduites de façon différentes et qui impliquent des remèdes différents et on peut coordonner les politiques, en suggérant que les différents Etats membres qui décident ensuite, mènent des politiques qui s'infléchissent sur tel ou tel point.

Quant au Conseil de l'euro, il ne peut pas donner l'ensemble de ce qu'il recèle comme potentialité, tant que l'on a pas d'euro, cela me paraît logique d'en convenir. Quand cette monnaie sera véritablement là, que ce Conseil -qui pour le moment se met en place, trouve ses marques, définit ses méthodes de travail-, jouera véritablement son rôle. Je ne doute pas, comme l'a dit le Président de la République, que ce rôle ne sera pas discuté parce qu'il sera indispensable.

QUESTION - Je voudrais vous demander comment vous entendez le Conseil Européen informel du mois d'octobre, sur quel thème allez-vous discuter à ce moment là, est-ce que ce Conseil sera préparé, et comment vous voyez la suite du processus ? Parce qu'aujourd'hui, après la réunion qui vient de se dérouler, on a l'impression que les idées sont encore très vagues, cet avenir de l'Europe est perçu comme un avenir passablement flou.

LE PRESIDENT - Le terme de flou ne me paraît pas justifié. Avoir fait en peu de temps, l'euro, l'élargissement, ce n'est pas avoir une idée floue de l'Europe, je dirais même que c'est avoir une idée déterminée et volontariste de l'Europe. Vous savez, un jour, des historiens qui étudieront cette période, rendront hommage au courage -j'espère à la vision aussi- qui ont été ceux des chefs d'Etat et de Gouvernement qui ont décidé d'adopter une monnaie unique, donc flou n'est pas le mot qui convient.

Ceci étant sur le Conseil informel, il est informel, ce que nous avons voulu c'est quoi ? Ça manque souvent dans nos traditions. on l'a vu avec le G5. G7 et G8. on l'a vu pour le Sommet

manque souvent dans nos traditions, on l'a vu avec le 66, 67 et 68, on l'a vu pour le Sommet Franco-Africain, on l'a vu pour les Sommets européens, très souvent on commence par des formations informelles qui sont utiles parce que l'on peut échanger facilement des points de vue et petit à petit, elles se sclérosent, se rigidifient, s'augmentent, s'amplifient et l'on arrive à des systèmes. Alors les systèmes ne sont pas inutiles naturellement, mais ce n'est pas du tout le même type d'exercice, ce que nous souhaitons pour le Conseil informel qu'organiserait le Président autrichien, le Chancelier autrichien, c'est précisément la possibilité pour nous d'échanger des idées comme on l'a fait hier à midi, c'est-à-dire de façon très libre, très ouverte qui nous permettront ensuite de progresser dans l'avenir d'une Europe que nous voyons bien d'ailleurs.

Donc de grâce, ne mettons pas de l'organisation là où elle n'est pas absolument nécessaire.

QUESTION - D'abord, Monsieur Chirac, je voudrais que vous nous précisiez un petit peu ce que vous entendez concrètement par subsidiarité. Un exemple, les Allemands sont contre une réglementation européenne en matière de chocolat ou contre une réglementation européenne en matière d'interdiction de la publicité sur le tabac, la France y est favorable, je voudrais savoir exactement vous qu'est-ce que vous entendez par subsidiarité et au Premier ministre, je voudrais savoir si vous partagez l'appréciation de Monsieur le Président de la République qui, dimanche à la BBC, a dit que Bruxelles, donc la Commission, avait pris des centaines de décisions qui ne s'imposaient pas.

LE PRESIDENT - Pour éclairer la réponse, je n'ai fait que reprendre un chiffre de M. Santer, n'est-ce pas ? Sur le premier point, la subsidiarité c'est simple. C'est un principe en vertu duquel toute décision qui peut être appliquée à un niveau déterminé doit l'être, la commune, la région, la nation, l'Europe. Alors, à partir de là, bien entendu, il y a des points de vue différents, alors vous avez soulevé les grands problèmes tout de suite, le chocolat et la publicité sur le tabac, je conçois naturellement que vous ayez un horizon très large..., mais ça c'est la discussion, nous discuterons pour savoir ce qui au total relève normalement de la responsabilité des nations ou de la responsabilité de l'Europe. Nous n'aurons pas tellement de difficultés.

LE PREMIER MINISTRE - Tout a fait éclairé et même sans cet éclairage, je vous dirai M. Quatremer que je ne commente pas les observations faites par le Président de la République et d'autant moins quand elles ne s'adressent pas à moi mais au Président de la Commission. Il paraît évident que la Commission a pris à travers les années toute une série de décisions qui ne s'imposaient pas et en même temps M. Santer a eu beau jeu de rappeler aux chefs d'Etat et de Gouvernement que nous étions, qu'un certain nombre des directives ou décisions contre lesquelles les Etats s'élèvent aujourd'hui ont été prises à l'instigation des mêmes Chefs d'Etat et de Gouvernement, souvent il y a longtemps d'ailleurs dans le passé, si je pense à certains sujets d'actualité. Je crois que les leçons que nous devons tirer de cette multiplication des textes s'adressent peut-être à chacun d'entre nous, c'est-à-dire à la fois à la Commission et aux chefs d'Etat et de Gouvernement.

QUESTION - Si vous permettez deux questions. Monsieur le Président, vous avez évoqué la mémoire d'Eric Tabarly, est-ce que l'on peut vous demander si d'ores et déjà vous avez décidé s'il s'agirait d'obsèques nationales et si vous vous rendriez à ces obsèques nationales ou non qu'il en soit ?

Par ailleurs, Monsieur le Premier ministre, vous avez, la France notamment à travers vous, attiré l'attention de ses partenaires sur la crise asiatique, vous l'avez évoquée il y a quelques instants, est-ce que vous pouvez nous dire comment vous avez trouvé l'ensemble des partenaires de la France, quelle est leur sensibilité à l'égard de la crise actuelle asiatique et peut être même aussi en Russie ?

LE PRESIDENT - Pour ce qui concerne la question qui m'est adressée, les obsèques nationales sont une décision qui appartient à l'ensemble des pouvoirs politiques et d'abord au Gouvernement. Nous n'avons pas cette tradition en France et, par conséquent, la chose est actuellement à examiner je ne peux pas vous en dire plus.

LE PREMIER MINISTRE - Sur la crise asiatique, nous en avons effectivement parlé. Je crois que dans l'actualité même, ce qui nous préoccupait peut-être davantage encore que la crise asiatique

entendue au sens large était la situation qui prévaut au Japon et c'est peut être sur ce point que nous avons voulu dans le prolongement d'ailleurs de discussions que le Président de la République a eu avec ses homologues au Sommet de Birmingham, nous avons voulu à nouveau marquer notre inquiétude. Voilà, je crois l'essentiel, et cette préoccupation est partagée par les différents Etats membres.

En ce qui concerne la Russie, il en a été, cette fois-ci, peu parlé, même si j'ai eu l'occasion d'évoquer ces points il n'y a pas si longtemps avec le Premier ministre russe.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez parlé avec beaucoup d'affection de M. Nelson Mandela, il vous a parlé de l'Afrique de demain. Quel rôle voyez-vous pour l'Afrique du Sud dans cette Afrique de demain, et au Premier ministre qui a aussi discuté avec M. Nelson Mandela et qui s'est rappelé de votre appel du Soudan, qu'est-ce que vous pensez de Nelson Mandela, qu'est-ce qu'il vous inspire ?

LE PRESIDENT - Moi, vous le savez, je n'ai jamais nourri d'affro-pessimisme. Je considère que l'Afrique avec toutes les difficultés auxquelles elle est confrontée, est sur la bonne voie : la croissance depuis déjà plusieurs années est de l'ordre de 5 %, c'est-à-dire pour la première fois depuis très longtemps une croissance supérieure à la croissance démographique, qui est très positive et une amélioration de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance, ce qui est tout à fait essentiel pour ce qui concerne la confiance aussi bien intérieure qu'extérieure sans lesquelles il n'y a pas de développement et puis tout de même, une prise de conscience de la nécessité de l'intégration régionale, tant sur le plan économique que sur le plan du maintien de la paix.

Alors, naturellement, il y a toutes sortes d'incidents sur cette route, mais enfin c'est quand même le sens de l'évolution africaine actuellement. Alors, l'Afrique du Sud qui s'est longtemps débattue dans les difficultés que nous savons, a, à l'évidence, compte tenu de son importance, de ses richesses, d'abord une vocation à alimenter ce qu'elle appelle une renaissance africaine, cela c'est sûr sur le plan culturel économique et politique, et deuxièmement, d'être en quelque sorte un moteur d'abord de l'Afrique australe et ensuite un des moteurs de l'Afrique tout court. Je pense que c'est l'ambition de M. Mandela, et je pense qu'il a raison.

Je vais en Afrique dans quinze jours certains d'entre vous m'y accompagneront peut-être et c'est pour moi un peu émouvant, parce que je ne connais pas l'Afrique du Sud. Lorsque je suis entré au Gouvernement à une place très modeste en 1967, la première invitation que j'ai reçue c'était une invitation de l'Afrique du Sud pour venir en voyage et avec beaucoup de regret, car j'aime beaucoup l'Afrique, j'aurais été heureux de voir l'Afrique du Sud, j'ai indiqué très clairement aux dirigeants de l'époque que je ne mettrais jamais les pieds en Afrique du Sud tant que M. Mandela serait en prison. Il l'a souvent dit et je m'en suis tenu à cette position si bien que je ne suis jamais allé en Afrique du Sud, alors je vais m'y rendre dans quinze jours et je m'en réjouis beaucoup.

LE PREMIER MINISTRE - Comme le Président de la République, je n'ai jamais été en Afrique du Sud. Dans une formation politique, j'ai été amené, dans les années 70, à m'occuper des problèmes du tiers monde, et donc noué et développé des relations avec l'ANC, et avec ses dirigeants. J'ai rencontré à de nombreuses reprises, notamment dans une conférence assez importante, en Tanzanie, à Xhosa Oliver Tambo qui était le leader en exil de l'ANC, tant que Nelson Mandela était en prison, et donc j'ai contribué à la lutte contre l'apartheid. Ce qui m'a frappé le plus dans le message de Nelson Mandela aujourd'hui, à notre intention, au-delà de ce que toute sa personnalité dégage de sérénité, de maîtrise - le Président l'a rappelé - c'est qu'au fond, sans le dire de façon aussi nette, il fallait comprendre que le système de l'apartheid, dont il a reparlé, était sans doute un système juridique et politique si l'on peut employer le terme juridique, au sens où il employait le despotisme et la terreur et mais c'était aussi un système économique et social. Et, l'accord de concorde entre M. Mandela et M. de Klerk et la mise à bas du système juridique et politique de l'apartheid, avec la victoire de la démocratie, laisse encore des pans entiers du système économique et social de l'apartheid. Et c'est à cela qu'il nous a conviés, il nous a appelé au fond à l'aider, à aider les futurs dirigeants de l'Afrique du Sud, parce que sa présence aussi parmi nous était un peu comme un "au revoir" par rapport à une passation

qui se fera bientôt. Il nous a appelé à aider l'Afrique du Sud à se débarrasser de ses survivances économiques et sociales de l'apartheid. Voilà.

QUESTION - Avez-vous parlé avec M. Blair des moyens de prévenir les incidents comme ceux qui ont émaillé des matchs de football, d'éventuelles compensations pour les dégâts qui ont été commis et de la coopération franco-britannique dans ce domaine ?

LE PRESIDENT - Moi je ne lui en ai pas parlé, mais je ne sais pas si le Premier ministre lui en a parlé.

LE PREMIER MINISTRE - Oui, j'ai été, dès hier, en contact avec le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, également avec mon Directeur de Cabinet à plusieurs reprises, et j'ai bien sûr informé le Président de la République de ce qui se passait et la façon dont les choses se présentaient. M. Blair m'a dit en privé ce qu'il a dit en public et qui était sans doute nécessaire à savoir : qu'il nous exprimerait ses regrets pour l'attitude de supporters britanniques. Il faut savoir qu'il y avait sans doute à Marseille entre vingt mille et vingt-cinq mille supporters britanniques et que les auteurs de violence étaient cinq ou six cents. Il ne faudrait pas porter l'opprobre sur l'ensemble des supporters britanniques et encore moins sur nos amis anglais ou britanniques à cause du comportement très minoritaire d'un certain nombre de gens violents. La police a fait le maximum de ce qu'elle pouvait faire. C'est normal qu'on examine comment tel ou tel dispositif fonctionne techniquement, mais il ne faudrait pas, quand même, se tromper et oublier que si quelques centaines d'individus enivrés et souvent racistes ne créaient systématiquement la violence, la police n'aurait qu'à faire son travail tranquillement comme elle l'a fait dans d'autres stades et notamment à Marseille par exemple pour le match Afrique du Sud auquel j'assistais où tout s'est déroulé dans la ville comme autour du stade, de la façon la plus sereine, et la plus joyeuse. Il n'y avait nulle fatalité que le climat, à Marseille, devienne ce qu'il est devenu, donc, situons bien les responsabilités. J'attire votre attention parce que j'ai eu ce contact et cette discussion avec le ministre de l'Intérieur, et plusieurs de mes collaborateurs, il est très difficile pour des policiers et les responsables qui les conduisent d'intervenir dès qu'ils voient des jeunes "braillards", ou des moins jeunes parfois, être ivres, commencer à pousser des cris. Parce que, s'ils sont les premiers à intervenir, on va les accuser de faire une sorte de provocation, de créer l'incident. Et ils n'interviennent effectivement, que quand d'une certaine façon la violence commence, il faut le comprendre. Notre volonté est que ce soit une fête, donc nous limitons au maximum les débordements.

Moi, j'ai approuvé, et le Président de la République aussi quand je lui en ai parlé, le fait que le ministre de l'Intérieur, décide des expulsions en urgence si cela est nécessaire. Et, par rapport à certains commentaires que j'ai entendus sur la BBC dans ma chambre, tout à fait aimables, mais qui disaient : est-ce que c'est une solution, parce que s'il n'y a pas eu de procédure judiciaire, ils pourront repartir et recommencer, ils pourront peut-être repartir, mais ils ne pourront pas arriver. Parce que s'ils ont été expulsés en urgence, ils ne seront pas acceptés sur le territoire français, je voudrais le préciser.

QUESTION - Monsieur le Président, à propos de l'avenir de l'Europe, et de la lettre commune que vous avez écrite avec le Chancelier, on a bien vu qu'un accueil positif était fait à la volonté de décentraliser la prise de décision. Est-ce que vous pouvez nous dire comment a été accueillie l'autre partie de votre lettre, c'est-à-dire la réaffirmation de la nécessité d'intégrer davantage l'Europe, notamment en matière de politique étrangère et de sécurité commune et pour toutes les affaires intérieures et de justice ? Est-ce que l'accueil a été aussi favorable ?

LE PRESIDENT - Oui, l'accueil a été tout à fait positif. D'ailleurs ce n'était guère que le rappel de ce que nous avons décidé, dans le droit fil de ce qui avait été décidé. Simplement, maintenant il faut le faire.

QUESTION - Il semblerait que le Chancelier Helmut Kohl ait souhaité une réduction de la contribution allemande, et qu'il freinait quelque peu les conclusions du Sommet. Êtes-vous favorable à cette réduction de la contribution allemande ?

LE PRESIDENT - Non, je ne suis naturellement pas favorable à la réduction de la contribution allemande parce que cela voudrait dire que la contribution française serait augmentée. Ceci

augmentée, parce que cela voudrait dire que la contribution française serait augmentée. Ceci étant, je n'ai pas besoin de vous dire que je comprends très bien le souci, ou la préoccupation du Chancelier.

Nous n'en sommes pas du tout à un moment où la décision pouvait être prise, puisque, comme vous le savez, la Commission doit remettre avant la fin de l'année son rapport sur les ressources propres, donc j'attends le rapport de la Commission. Puis, après, nous verrons. Il n'y a pas que des sujets d'entente cordiale et permanente. La construction européenne, cela consiste aussi à résoudre des problèmes qui sont des problèmes de conflits d'intérêt, mais l'Allemagne a présenté cela avec beaucoup d'élégance et vous verrez que le texte le relate avec une élégance égale.

QUESTION - Qu'avez-vous proposé pour relancer le processus de paix au Proche-Orient et deuxième question, il y a ceux qui disent que la Présidence britannique était un échec, qu'en pensez-vous ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, franchement, je n'ai entendu personne dire que la Présidence britannique était un échec. Si vous, vous en avez entendu, vous pourrez leur dire de ma part qu'ils se trompent, ils doivent confondre de Présidence. La Présidence britannique a été excellente pendant ces six mois, tout à fait efficace et j'ajoute cordiale, sympathique. Nous n'avons qu'à nous en féliciter. A la fin du déjeuner, traditionnellement, comme tous les six mois à cette période, le Premier ministre britannique a passé le flambeau au Chancelier autrichien et a dit quelques mots. Je peux vous dire qu'il a été applaudi très chaleureusement et qu'on voyait bien que c'était des applaudissements sincères et non pas diplomatiques.

Sur le processus de paix, hélas, nous avons proposé ce que nous proposons depuis longtemps, c'est-à-dire la reprise du processus de paix. Nous devons sortir d'une situation où ce processus est quasiment moribond et nous sommes extraordinairement préoccupés par cette situation. Le texte, que vous pourrez lire, rappelle quelle est la position unanime des Quinze. Nous avons également évoqué l'initiative franco-égyptienne qui consiste, sans naturellement imposer quelque cadre que ce soit, à rassembler les pays qui veulent sauver le processus de paix pour le relancer. Nous avons suggéré que cette réunion puisse avoir lieu dans un premier temps en l'absence des protagonistes pour être bien sûrs que tout le monde viendrait, notamment les pays arabes, et que, dans un deuxième temps, nous verrions ce qui se passe et les suites que nous pouvons donner.

QUESTION - Monsieur le Président, pourriez-vous nous dire quelques mots du débat que vous avez eu sur les relations avec la Turquie et à quelle conclusion vous en étiez arrivé et si vous avez effectivement parlé de l'avenir des négociations avec Chypre ?

LE PRESIDENT - Oui naturellement. Cela a été d'ailleurs assez rapide. Vous le verrez dans le texte que nous avons adopté. Je vous ferai remarquer qu'il a été adopté d'ailleurs extrêmement rapidement grâce à la diligence des ministres des Affaires étrangères.

QUESTION - Le Président Yougoslave a fait savoir à Moscou qu'il était prêt, enfin semble-t-il, à discuter avec les Kosovars. Est-ce une garantie suffisante pour la France pour geler les sanctions et attendre la suite des événements ?

LE PRESIDENT - Nous demandons, nous les Européens et le groupe de contact surtout, au Président Milosevic, certes, de discuter, c'est-à-dire de poursuivre le débat qui avait pu être ouvert avec M. Rugova il y a de cela trois semaines ou un mois et mais nous lui demandons aussi autre chose, c'est-à-dire d'arrêter le comportement brutal qui est le sien au Kosovo, d'y rétablir la paix, d'empêcher ses troupes de poursuivre les Kosovars et, disons les choses, tout ceci ressemble un peu et finira par ressembler beaucoup à une opération de nettoyage ethnique. Donc, c'est d'arrêter cela que nous lui demandons. Je dirai que c'est surtout cela que nous lui demandons. Et nous espérons qu'il entendra cette demande.

Je voudrais évoquer un autre point. Le premier texte de la Présidence, sur la drogue, qui était par ailleurs un texte excellent, ne m'a pas paru satisfaisant. Alors nous l'avons refait sur l'initiative de la délégation française, notamment pour marquer l'importance que l'Union européenne attache à la lutte contre la drogue au lendemain de la session extraordinaire des Nations-Unies sur la lutte contre la drogue et son appréciation positive de cette session. Alors, nous avons refait ce texte et

je crois que, petit à petit, on arrive à une certaine compréhension de l'ampleur de ce problème et des dégâts qu'il fait dans notre société, dans le monde entier, dans de plus en plus de pays et en touchant des gens de plus en plus jeunes.

Je terminerai par où j'ai commencé et parce que je voulais dire une chose de plus dans le drame que nous avons connu avec la disparition d'Eric Tabarly. Je voudrais dire que la marine britannique a été tout à fait admirable dans son intervention immédiate et est allée au-delà de ce qui était humainement possible. Je tenais à exprimer à la marine britannique et au Gouvernement britannique tous nos sentiments de reconnaissance.

Je vous remercie.